

Le militantisme humanitaire : la sollicitude dans la mise à distance

Annie Collovald

Maître de conférences en science politique à l'université Paris X-Nanterre et membre du LASP (laboratoire d'analyse des systèmes politiques)

Depuis une quinzaine d'années en France, un nouveau mode d'action humanitaire est apparu. Loin du feu des médias ou d'une publicisation spectaculaire liée à des événements traumatiques majeurs telle que la connaissance des "urgencières" (comme Médecins du monde, Médecins sans frontières, Aide et actions etc.), des organisations de solidarité internationale (OSI), moins connues et de plus en plus nombreuses depuis la fin des années 1970¹, tentent de structurer leur militantisme autour du modèle de l'expertise : souci du diagnostic d'une "demande" d'aide, de l'élaboration d'un projet "ad hoc" aux finalités précises et de l'efficacité des actions de terrain, ajustement des compétences professionnelles à l'objectif visé. Contestant l'étiquette "humanitaire" jugée renvoyer à une conception caritative ou confessionnelle de l'aide apportée et sujette à toutes les dérives ou manipulations, ses promoteurs lui préfèrent celle de "solidarité internationale", plus neutre car plus récente. Ils se démarquent d'un militantisme politique perçu comme trop idéologique et prisonnier de conflits internes empêchant la réalisation concrète des initiatives et détachent leur action à la fois de l'assistance charitable et de l'action sociale (de proximité par exemple mais pas seulement). Des salariés, ainsi, soit organisent le recueil de dons pour le financement de constructions en Asie, Afrique, Amérique latine (écoles, orphelinats, dispensaires...) soit proposent, sur la base de leur métier, des "transferts de technologie" et se rendent en Afrique ou en Asie pour des opérations de modernisation technique cherchant à associer les acteurs locaux : personnel d'EDF allant électrifier des villages, installer des pompes hydrauliques mais aussi soutenir la création de petites entreprises tournées vers le tourisme ; agriculteurs réalisant des modes de culture ou d'irrigation adaptés à l'économie rurale ; tous deux offrant des connaissances comme l'apprentissage de la réparation de lignes et du remplacement des pièces usagées, la construction d'ateliers de fabrication d'outils agraires, la formation à la tenue des comptes d'une exploitation agricoles. La centaine de militants rencontrés (dans des entretiens biographiques longs de 2 à 3 heures) empruntent, pour décrire leur investissement, un registre de justification qui renvoie très exactement aux caractéristiques des "nouvelles formes d'engagement dans l'espace public". Les actions sont "concrètes", organisées autour de "micro-projets", pensées sur le mode managérial de l'entreprise responsable. Elles réunissent des équipes restreintes de salariés qui refusent toute délégation et, animés de pragmatisme, sont préoccupés par la seule "efficacité" de leur mission qui envoie sur le terrain le plus fréquemment entre dix et quinze personnes.

Comment interpréter ces pratiques militantes humanitaires ? Sont-elles démocratiques ? En un certain sens, oui, bien sûr. La sollicitude militante se voue à apporter une aide en technologies modernes à des populations qui en sont dépourvues ; elle inscrit alors ces ONGs dans un jeu qui vise à démocratiser l'accès à des biens rares, réservés aux pays les plus riches. Sans vouloir remettre en cause cette réponse, on peut cependant avancer, sur la base de notre enquête, quelques remarques qui complexifient l'affirmation. La démocratie ne se comprend pas seulement à partir des objectifs

¹. Elles forment également le gros de la troupe des OSI : autour d'une centaine contre une dizaine d'"urgencières". Voir "Associations de solidarité internationale" in Commission Coopération-Développement (COCODEV), *Répertoire 1997-1998*.

affichés. Elle se réalise également dans le mode de fonctionnement des pratiques engagées et dans l'accès élargi que celui-ci permet aux procédures de représentation et de décision. Or sous trois aspects, les pratiques humanitaires observées tendent, involontairement, à être discriminantes et à reléguer des circuits de la participation des groupes porteurs d'autres points de vue sur les raisons des difficultés sociales et sur les actions à déployer pour y remédier.

Une disqualification morale du militantisme ouvrier

Avec l'essor de ce militantisme humanitaire, on aurait affaire à un militantisme radicalement nouveau dont le caractère inédit signifierait la crise traversée par la démocratie actuelle et l'inadaptation des formes militantes anciennes. Un tel constat demande à être révisé. Si les OSI examinées attirent de jeunes salariés, nouveaux entrants dans le militantisme, la plupart de leurs membres et de leurs promoteurs sont d'anciens militants syndicaux ou politiques, venus de mouvements chrétiens et tiers-mondistes, passés majoritairement à la CFDT avant de se reconvertir dans "l'humanitaire expert" sans se dissocier de leur affiliation à leur confédération. Ce phénomène de reclassement politique, que l'on retrouve à l'œuvre ailleurs dans l'éclosion de nouvelles associations telles celles qui luttent pour l'obtention de droits (droits aux papiers, au logement, au travail...), rend déjà discutables les analyses concluant à l'apparition d'un nouveau "militant distancié" entendu comme l'expression "moins d'un rôle social incorporé que d'une attitude qui peut être aussi bien endossée que quittée"² et qui serait plus "libre", plus "efficace" et réfractaire aux tutelles hiérarchiques des organisations (à l'inverse du militantisme syndical ancien). D'abord parce que ce qui est nouveau, manifestement, ce n'est pas les militants eux-mêmes mais le répertoire d'actions qu'ils adoptent ; ensuite parce que ces militants importent et conservent une culture politique acquise à l'occasion de leurs engagements passés. Ce qui s'invente alors, c'est une autre conception de l'action militante qui s'inscrit dans la concurrence avec d'autres conceptions (notamment syndicales et politiques) de l'aide à apporter aux plus vulnérables. On le comprend, l'insistance sur la "radicale nouveauté" du militantisme humanitaire prend parti dans cette concurrence. Elle rejoint la forte propension des commentaires d'aujourd'hui à déclarer "nouveaux" toute une série de comportements – discours critiques des jeunes sur la politique, vote "volatil", engagement civique "affranchi" des déterminations communautaires, etc. –, ce qui lui assure un succès public. Or ce thème de la nouveauté est lui-même très ancien (songeons par exemple aux "nouveaux mouvements sociaux" des années 1970). Il est même une ressource politique dans la compétition entre prétendants et acteurs établis pour la définition de la bonne intervention sur le monde. C'est dire que l'invocation de la nouveauté participe à une stratégie plus large de délégitimation du passé présenté comme archaïque, routinier, démodé, inadapté, bref dépassé par la "modernité" de l'époque actuelle. Elle propose ainsi une rupture à la fois temporelle et morale entre hier et aujourd'hui. Elle instruit alors, plus ou moins incidemment, une disqualification (elle-même bien peu nouvelle) des modes d'intervention du populaire en politique. En effet, c'est la figure du militant ouvrier qui a modélisé historiquement le militantisme politique et syndical dont les temps présents sont censés s'éloigner.

². Ion (J.), *La fin des militants ?*, Paris, Editions de l'atelier, 1997, p. 81., "Un engagement symbolisé par le post-it, détachable et mobile : mise de soi à disposition, résiliable à tout moment". Pour une discussion plus large des conclusions et des analyses proposées dans les travaux sur les "nouvelles formes d'engagement public", Collovald (A.), dir., *L'humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes, PUR, 2002.

Une définition managériale de l'efficacité militante

L'efficacité serait la marque indubitable de ces actions humanitaires débarrassées de toutes considérations politiques censées entraver le militantisme précédent. Le détour par l'histoire montre que cette conception de l'efficacité est liée aux transformations des modalités de l'action publique et de ses représentations. Elle renvoie à la montée d'une expertise technocratique au sein de l'Etat et de l'univers économique (avant de gagner la commission européenne) qui, partageant les mêmes schèmes néolibéraux de compréhension du monde, considèrent l'action à entreprendre sur le mode managérial : rentabilité, évaluation sur le court terme etc. Les milieux politiques et syndicaux, chaque tendance suivant ses propres inclinations, vont en reprendre les attendus. Au bout du compte, les intervenants sur la cause "des pauvres" ou des "étrangers" ne sont plus des représentants, mais des spécialistes de leurs "problèmes" ; dans le même temps, les autres aidés deviennent davantage des objets d'expertise que des représentés ayant une voix à faire entendre³.

L'émergence d'un discours humanitaire axé sur les "victimes", déclenchée par des ONG "urgencières" indignées par le sort effroyable réservé aux populations civiles lors de guerres d'un nouveau genre s'inscrit dans cette transformation des manières d'envisager les difficultés sociales, fondées sur l'expertise du malheur des autres. Ce discours conduit à penser les actions en faveur des plus déshérités sur le mode de l'assistance professionnelle faisant fi de considérations politiques et religieuses pour considérer l'autre dans les termes universels du "prochain" et de "commune humanité". S'il n'est pas dénué de considérations pratiques et s'il ne va pas sans susciter au sein du monde des ONG des conflits avec les "développementalistes"⁴, il ne prend pas moins appui sur les schèmes interprétatifs, à la fois dépolitisés et misérabilistes, juridiques et moraux, qui gouvernent désormais les regards des observateurs et des acteurs politiques les plus centraux. L'accès à l'espace d'interventions et de solidarités humanitaires tend alors à devenir très sélectif ; se trouvent relégués au rang de profanes voire de "profanateurs" tous ceux qui sont porteurs d'une autre vision de l'humanité, moins "élevée et universalisée" et/ou plus arrimée aux différences de contextes sociaux et politiques : qu'il s'agisse de membres des groupes populaires pour lesquels la solidarité est d'abord collective et se fait soit sans s'avouer soit sans se dire dans les termes aussi singuliers que la "commune humanité", de militants politiques nationaux ou étrangers qui entendent combattre les raisons objectives du malheur ou des résistances actives de ceux vers lesquels les dévouements se tournent. Même les divisions et les critiques croisées régnant au sein de cet espace (contre les formes caritatives d'aides aux "autres lointains", contre les performances réalisées ou les stratégies adoptées dénoncées comme déployant un arsenal technique démesuré et d'une richesse par trop voyante ou comme participant au renforcement de la situation qu'elles prétendent atténuer⁵), en assurant aux "humanitaires" les profits moraux de la réflexivité incessante et de la lucidité déontologique, concourent à refermer cet espace sur ses propres enjeux. Ils font alors sortir du cercle des initiés les autres aidés et leurs représentants attirés.

³. Faute de place, on ne peut développer. On se permet de renvoyer à Collovald (A.), "De la défense des "pauvres nécessiteux" à l'humanitaire expert. Reconversion et métamorphoses d'une cause politique", *Politix*, 51, 2001.

⁴. Voir la préface de R. Brauman au livre *Le tiers-mondisme en question*, Paris, Orban, 1986.

⁵. Les critiques entre "humanitaires" sont extrêmement vives, voir par exemple sur la question des camps de réfugiés, Rufin (J.-C.), *Le piège humanitaire*, Paris, Lattès, 1986.

On voudrait pour preuve de la coupure instaurée, qui rejoue autrement le mécanisme de la professionnalisation politique, l'insistance des administrations qui financent les OSI sur le volontariat et sa professionnalisation au détriment du soutien aux actions de terrain⁶, la mise à l'écart des ONG du Sud ou celles montées par des immigrés en faveur de leurs compatriotes restés au pays⁷ jusqu'au droit d'ingérence qui se fait au nom d'un peuple contre des autorités politiques qu'il subit mais aussi au nom d'un droit humanitaire international auquel il n'a pas participé et sur lequel il ne lui est pas demandé de s'exprimer autrement qu'en l'approuvant. La cause humanitaire s'accompagne ainsi de l'effacement des "autres" en direction desquels ses actions se déploient, métamorphosés en "bons" ou "mauvais" élèves du développement, de la démocratie ou du respect des droits humanitaires et toujours emprisonnés dans les défauts de leurs origines culturelles. C'est souligner ici deux phénomènes. D'abord, ce qui est présenté comme une activité pragmatique touchant au concret et à l'efficacité tangible et revendiquée comme telle au nom de l'expertise risque de revêtir la figure abstraite des choses qui n'existent pas en dehors des invocations et des justifications avancées. Ensuite, l'altruisme réalisé s'avère bien étrange : il y a tout lieu de penser que l'"autre" que les militants humanitaires anticipent de rencontrer sera d'autant plus imaginé et le fruit de constructions bricolées⁸ qu'il a été écarté des préoccupations immédiates des militants par le mode d'action expert qu'ils emploient.

Des "autres" de plus en plus lointains

La revendication d'efficacité conduit les militants humanitaires rencontrés prend ses distances avec la conception de l'efficacité, propre aux univers syndicaux et politiques, où celle-ci se fonde sur le rééquilibrage des rapports de force, la mobilisation collective du plus grand nombre pour peser face à ceux qui ont la puissance sociale et politique avec eux. Elle fonctionne contre d'autres formes d'expertise sur le monde social (expériences sociales vécues, apprentissage sur le terrain dans la confrontation en face à face avec les plus démunis, savoirs et savoir faire issus des mobilisations de rapports de force, connaissances apprises par le métier même de syndicaliste etc.) qui sont celles, entre autres, des militants "de base" et des groupes sociaux qui bénéficient de la sollicitude militante. Ces militants humanitaires, anciens militants chrétiens passés par le tiers-mondisme et les organisations de gauche ou d'extrême gauche, doivent alors apprendre à se défaire de toutes considérations politiques ou religieuses pour penser les autres et l'aide à leur apporter. Ils doivent s'initier à limiter leurs enjeux, refuser de placer l'injustice à la source de leurs dévouements et techniciser leur indignation au point de la faire oublier dans des actions sérialisées et ponctuelles. Ces militants doivent rendre perceptible, et d'abord à leurs propres yeux, la réalité "technique" des difficultés qu'ils se destinent à résoudre par la mobilisation de leurs compétences professionnelles ; ils ont aussi à reformuler les griefs des populations locales en "demande d'aide au développement".

Difficile, exigeant, cet exercice pratique de rééducation de soi, s'il encourage les investissements avant le départ, se trouve précisément mis à mal lors de l'expatriation. C'est que la conception managériale adoptée de l'efficacité produit ses propres limites cognitives. D'une part, en exigeant la mise en suspens de toute considération politique

⁶. En 1997, 61% de l'enveloppe financière accordée aux OSI par le ministère de la Coopération ou celui des Affaires Etrangères vont au volontariat contre 30% aux actions de terrain, voir Devin (G.), "Les ONG et les pouvoirs publics : le cas de la Coopération au développement", *Pouvoirs*, 88, 1999.

⁷. Daum (Ch.), "La coopération, alibi de l'exclusion des immigrés ? L'exemple malien", in Fassin (D.), Morice (A.), Quiminal (C.) dir., *Les lois de l'inhospitalité*, Paris, La découverte, 1997.

⁸. Sur ce point Bayard (J.-F.), *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.

et confessionnelle, elle a empêché les militants d'avoir une connaissance concrète de la vie des populations locales visées ; d'autre part, elle a orienté leurs énergies dans des pratiques de contrôle de l'action avant ou après coup et non dans celles de l'interaction avec les autres aidés. La confrontation avec les "autres lointains" réalise, alors, là où les militants ne l'attendaient pas, une sorte de rappel à la réalité du monde social et politique : lorsqu'ils s'aperçoivent que leur "technique" est un enjeu politique et d'honneur social pour elles, que pour accomplir leur installation technologique, ils doivent constamment négocier avec les diverses autorités locales et se plier à des choix d'emplacements et des rythmes de travail qui ne sont pas ceux qu'ils avaient prévus selon leur rationalité d'experts etc. La confrontation avec la population locale fait alors ressurgir le "refoulé" de leurs propres dévouements et souvent sous une forme extrêmement violente pour eux : quand ils se voient traiter de "nouveaux colons" ou de "touristes" eux qui dépensent sans compter leur temps, leur argent et leurs efforts de loyauté. Cette rencontre impensée les oblige à improviser en situation et dans le feu de l'échange des solutions pour sauver la face (aux yeux des autres aidés, de leurs coéquipiers et de soi-même) et poursuivre malgré tout la mission projetée. Elle engendre des formes de désarroi d'autant plus douloureuses et démoralisantes qu'elles n'ont pas été anticipées.

Leurs réactions sont à la mesure de ce en quoi ils ont espéré lorsqu'ils ont reconnu l'offre d'expertise humanitaire comme une offre à ce point intéressante pour eux qu'ils ont accepté lui consacrer leurs dévouements. Ces anciens militants ont trouvé en elle principalement la réactivation d'une croyance en la possibilité d'agir à nouveau en faveur des plus démunis. Leur engouement était d'autant plus enchanté (et enchanteur) qu'en proposant d'aider au loin, cette offre fonctionnait aussi, à leurs yeux, comme une forme de protection morale contre les déceptions que suscitent les contacts trop rapprochés avec les bénéficiaires de leur sollicitude. Elle les a ainsi réarmés moralement en restaurant un sentiment d'utilité que la plupart ne trouvaient plus ni dans le militantisme existant ni dans la routine de leur occupation professionnelle. La force des croyances ne s'évalue cependant jamais à leur adéquation avec la réalité : la contradiction vivement ressentie sur le terrain et subjectivement insupportable les pousse, au retour, non pas à changer de systèmes de justifications mais à relancer les actions d'expertise humanitaire qu'ils escomptent (et ils travaillent à le faire) cette fois mieux affûtées et plus efficaces. Et c'est en les fermant sur l'entre soi militant et en écartant, une fois encore, ceux qu'ils cherchent à réhabiliter.

On touche ici au plus troublant de l'histoire des dévouements humanitaires. Ceux-ci ne peuvent "convenir" que pour autant qu'ils dénie sans cesse "l'humanité" (c'est-à-dire l'existence sociale et politique concrète) des autres lointains ou des étrangers proches au service desquels ils se mettent. C'est dans et grâce à ce déni qu'ils peuvent se déployer avec la force de conviction nécessaire pour que soient assumés les coûts moraux (en temps, en efforts, en travail sur soi) qu'ils ne manquent pas de susciter. Est-ce vrai seulement pour le militantisme humanitaire ou celui-ci ne livre-t-il pas la "vérité" de toutes les causes actuelles, même les mieux arrimées aux groupes qu'elles défendent : qu'il n'y a de dévouements possibles que dans et par la mise à distance de ceux auxquels on se dévoue, sans cesse renvoyés au statut "d'étrangers" à leur propre destinée ?